

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/183

19 mai 1999

(99-2047)

Conseil général

Original: anglais

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE 1999

Proposition relative aux accords commerciaux régionaux

Communication de l'Australie

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 19 mai 1999.

Proposition

1. Il est proposé qu'une nouvelle perception du régionalisme et de ses liens avec le système commercial multilatéral, supposant une plus grande précision des règles régissant les accords commerciaux régionaux, soit définie comme l'un des objectifs d'un nouveau cycle de négociations. L'Australie propose que des travaux en deux volets portant sur les questions systémiques et les questions de procédure liées aux accords commerciaux régionaux soient menés à bien dans un délai de trois ans, conformément au calendrier qui a été arrêté pour les négociations sectorielles principales.

Genèse de la proposition

2. Les règles de l'OMC reconnaissent qu'il est légitime de poursuivre l'objectif de développement économique par la conclusion d'accords commerciaux préférentiels. Cependant, le fait que l'OMC n'est toujours pas parvenue à une conclusion sur l'application de ces règles aux nombreux accords commerciaux régionaux qui ont vu le jour depuis la création du GATT montre qu'il est nécessaire de revoir ces règles.

3. Au cours du Cycle d'Uruguay, d'importants travaux ont été réalisés pour clarifier les règles du GATT et les compléter par des règles destinées à prendre en compte les accords régionaux relatifs au commerce des services. Toutefois, ces travaux n'ont pas été menés assez loin. La primauté du système commercial multilatéral est aujourd'hui quelque peu menacée, du fait qu'il est largement dérogé au principe de non-discrimination de l'OMC, d'une manière qui n'a ni été prévue, ni voulue, par les créateurs du système commercial multilatéral. On suppose que plus de 40 pour cent des échanges mondiaux s'effectuent aujourd'hui à des conditions commerciales préférentielles, et certains signes permettent de penser que cette proportion va augmenter.

4. La portée et l'objet des règles de l'OMC relatives aux accords commerciaux régionaux sont ambigus, ce qui rend impossible la mise en œuvre effective des Accords de l'OMC existants, compromet la valeur de futures concessions et engagements multilatéraux et est source d'incertitude pour les négociateurs d'accords commerciaux régionaux.

Objectifs de la proposition

5. L'Australie propose d'entreprendre des travaux en deux volets sur les questions qui sont importantes pour les Membres de l'OMC, travaux qui devraient être achevés dans un délai de trois ans conformément au calendrier qui a été arrêté pour les négociations principales sur l'agriculture et les services. Cela permettrait de faire en sorte que les résultats de ces négociations ne soient pas compromis du fait qu'il est de plus en plus dérogé aux obligations NPF à mesure que des accords commerciaux régionaux continuent à voir le jour.

6. Le premier volet serait consacré à l'examen des questions systémiques liées aux accords commerciaux régionaux. Les rapports entre ces accords et le système commercial multilatéral devraient être examinés minutieusement, afin de clarifier quels sont les droits et obligations juridiques des Membres de l'OMC lorsqu'ils négocient des accords commerciaux régionaux.

7. Le second volet serait consacré à l'amélioration des procédures applicables aux travaux de l'OMC sur les accords commerciaux régionaux. On trouvera ci-après une liste des questions qui, selon l'Australie, devraient être abordées dans tout examen des règles de l'OMC relatives au régionalisme.

Questions systémiques – Clarification des droits et obligations des Membres de l'OMC lors de l'abaissement d'accords commerciaux régionaux

- Déterminer si les différentes règles de l'OMC relatives aux accords commerciaux régionaux devraient être regroupées dans un seul cadre, y compris si "l'essentiel des échanges commerciaux" (article XXIV du GATT) devrait être mesuré à la fois en termes de marchandise et de services.
- Préciser les seuils applicables pour satisfaire à la condition de base selon laquelle les accords commerciaux régionaux doivent couvrir "l'essentiel des échanges commerciaux" (article XXIV du GATT) ou "couvr[ir] un nombre substantiel de secteurs" (article V de l'AGCS), y compris la condition énoncée dans l'AGCS selon laquelle "les accords ne devraient pas prévoir l'exclusion *a priori* d'un mode de fourniture quel qu'il soit".
- Préciser la portée des "autres réglementations commerciales" et des "autres réglementations commerciales restrictives" (article XXIV du GATT). Indiquer également si la liste des réglementations autorisées dans les accords commerciaux régionaux (article XXIV:8 du GATT et article V:1 de l'AGCS) est exhaustive ou exemplative, et préciser en quoi consistent les "autres réglementations commerciales restrictives" (GATT) et les "mesures discriminatoires" (AGCS) qui devraient être éliminées.
- Préciser dans quelle mesure il peut être dérogé, dans les accords commerciaux régionaux, aux droits et obligations découlant de l'Accord sur l'OMC pour les réglementations commerciales. Par exemple, déterminer:
 - si les réglementations commerciales peuvent être appliquées différemment durant la période de transition vers la mise en œuvre pleine et entière des accords;
 - s'il est possible d'insérer les dispositions concernant les droits antidumping et compensateurs et les mesures de sauvegarde dans les accords commerciaux régionaux une fois qu'ils ont été pleinement mis en œuvre;

- si les dispositions concernant les droits antidumping et compensateurs et les mesures de sauvegarde doivent être appliquées différemment pour les produits qui sont visés par l'accord commercial régional et ceux qui ne le sont pas;
 - si les réglementations susmentionnées peuvent être appliquées aux signataires de l'accord commercial régional d'une manière plus favorable.
- Élaborer des disciplines concernant les règles d'origine préférentielle.
 - Définir des moyens de mesurer le niveau des "droits de douane [et des] autres réglementations commerciales" (article XXIV du GATT) ainsi que le "niveau ... des obstacles" (article V de l'AGCS).
 - Déterminer si les accords visés par la Clause d'habilitation (Décision de 1979 concernant le traitement différencié et plus favorable, la réciprocité et la participation plus complète des pays en voie de développement) devraient être assujettis aux disciplines de l'article XXIV du GATT.
 - Préciser s'il est nécessaire d'introduire d'autres seuils pour les accords commerciaux régionaux, par exemple, la subordination de l'octroi de préférences dans le cadre d'un accord commercial régional envisagé à une réduction des obstacles au commerce sur une base NPF.

Questions de procédure – Amélioration de l'efficacité des travaux de l'OMC sur les accords commerciaux régionaux

- Clarifier les prescriptions en matière de notification, en particulier pour ce qui est des délais.
 - Convenir de moyens permettant d'améliorer l'examen des accords commerciaux régionaux, y compris à mesure que les règles sont clarifiées (par exemple, par un renforcement des prescriptions en matière de notification relatives aux statistiques commerciales devant être fournies à l'OMC pour justifier qu'il s'agit bien de "l'essentiel des échanges commerciaux" (article XXIV du GATT) ou que l'accord en question "couvre un nombre substantiel de secteurs" (article V de l'AGCS)).
-